Aujourd'hui l'écologie

Plus d'un million de Français ont voté pour Brice Lalonde le 26 avril dernier. Pourtant les partis politiques veulent exclure les écologistes ou les forcer à s'intégrer dans la droite ou la gauche. Mais nous refusons de céder. Malgré l'absence de scrutin proportionnel, qui prive l'écologie de plusieurs dizaines de députés, nous avons choisi d'être présents aux élections législatives pour affirmer notre indépendance et défendre des propositions précises face à la crise actuelle. Parce que, si nous sommes satisfaits de la défaite de la classe politique la plus autoritaire de ce pays, nous n'adhérons pas pour autant au programme de la nouvelle majorité présidentielle. Et nous appelons les Français à renforcer le mouvement écologiste pour éviter tout retour en arrière et pour infléchir la politique du nouveau septennat.

vers l'économie post-industrielle

Les recettes du passé ne guériront pas une économie malade du gaspillage et de la croissance. Non à la fuite en avant. La France doit refuser la guerre économique où le plus fort écrase le plus faible, où les pays riches ruinent le tiers monde. Nous proposons le passage progressif à une économie « post-industrielle » qui respecte la nature et la santé, laisse du temps libre, favorise l'autonomie des personnes. C'est pourquoi les écologistes se battront pour le partage du travail et de l'emploi, pour la justice sociale, pour le choix de techniques maîtrisables comme l'énergie solaire au lieu du nucléaire. Il faut en finir avec le « productivisme » : l'important n'est pas de produire plus, mais de consommer mieux ; le pouvoir de vivre doit remplacer la course au pouvoir d'achat.

vers la démocratie du quotidien

La Ve République renforce l'Etat central, concentre les pouvoirs entre les mains d'une classe politique et technocratique, voire d'un seul homme. La séparation des pouvoirs, la décentralisation, le développement des libertés n'ont de sens qu'avec la libération des moyens d'information et de communication, le partage du savoir, l'ouverture des institutions politiques aux femmes et aux valeurs féminines. Il faut non seulement une nouvelle Constitution où la démocratie directe ait sa place à côté de la démocratie représentative. Il faut aussi vivifier les zones rurales, humaniser les villes, briser la solitude. Les écologistes se battront pour le référendum à initiative populaire, la représentation proportionnelle, le non-cumul des mandats, des moyens et des responsabilités aux associations.

vers la solidarité mondiale

Les rapports internationaux ne doivent plus être dominés par la rivalité Est-Ouest, mais par la solida-rité Nord-Sud. C'est le rôle d'une Europe des régions qui prenne ses distances par rapport aux superpuissances. Pour engager cette politique et casser l'engrenage de la violence, les écologistes proposent d'asseoir la sécurité de la France sur une véritable défense civile, et d'abandonner l'arme nucléaire qui menace mortellement la population au lieu de la protéger.

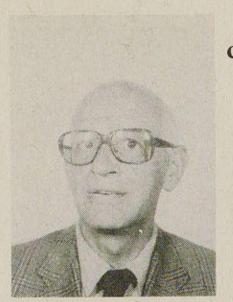
CHOISIR L'ÉCOLOGIE, C'EST PRENDRE DATE POUR L'AVENIR, C'EST AFFIRMER SA LIBERTÉ FACE À L'EMBRIGADEMENT POLITIQUE

> le 14 juin, VOTONS LIBRE

CHOISISSONS L'ÉCOLOGIE

d'in





Pierre SAMUEL et Françoise DEYDIER candidat et suppléante d'AUJOURD'HUI L'ÉCOLOGIE dans la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine vous présentent les options et les propositions de l'écologie politique.



QUE FERAIENT DES DÉPUTÉS ÉCOLOGISTES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE?

Le pouvoir de la technocratie s'est exercé jusqu'ici sans contrôle, à cause, en particulier, de l'abaissement du Parlement. Pourtant, dans l'état actuel des choses, il est le seul pouvoir institutionnel qui puisse faire contrepoids à celui de la technocratie. Le Parlement doit donc être indépendant, fort, vigilant, bien informé. Il devrait, par exemple, mettre en place des commissions parlementaires d'évaluation des choix techniques. En effet les décisions en matière d'énergie, d'informatique, de biologie sont si cruciales pour l'évolution de la société que de larges débats démocratiques doivent être impulsés. Vigilants et constructifs, des députés écologistes veilleraient à ce qu'ils aient lieu.

D'autre part, François Mitterrand a apporté un bon nombre de réponses positives aux 12 mesures d'urgence présentées par Brice Lalonde aux deux candidats du 10 mai (des réponses d'ailleurs nettement plus satisfaisantes que celles de Valéry Giscard d'Estaing). Plusieurs de ces mesures dépendent du Parlement. Des députés écologistes veilleraient à ce qu'elles soient mises à l'ordre du jour et votées dans de bonnes conditions. Mais des députés écologistes ne peuvent avoir de poids qu'appuyés par un vaste mouvement social. Même si, faute de représentation proportionnelle, aucun écologiste n'est élu, ce mouvement social doit se développer. Avant ou après le scrutin, rejoignez-nous : l'écologie et la démocratie ont besoin d'une action continue.

QUESTIONS RÉGIONALES ET LOCALES

Un des principaux problèmes régionaux est celui de la construction d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine (100 km en amont de Paris, risque de pollution des nappes phréatiques, justifications économiques douteuses). La position du PS reste ambigüe. Une lettre sera envoyée aux candidats du second tour, leur demandant de prendre position.

Dans la circonscription, il s'agit de trouver une solution écologique au problème de l'autoroute A86, de remplacer rapidement le vieux matériel du RER, de développer les voies piétonnes et les pistes cyclables, d'améliorer les transports en commun, de poursuivre l'implantation d'espaces verts et de préserver les quelques écosystèmes naturels restants (dans le parc de Sceaux en particulier).

Vu, le candidat

Pierre SAMUEL

Né en 1921, professeur à l'Université de Paris-Sud (Orsay), auteur de deux livres écologistes (« Ecologie, détente ou cycle infernal», «Le nucléaire en questions »), d'un livre féministe («Amazones, guerrières et gaillardes »), de dix ouvrages et de 85 articles d'algèbre et de géométrie. Il écrit dans la presse écologiste. Il a dirigé la rédaction d'une encyclopédie, « L'homme et son environnement ». Il milite depuis 1973 aux Amis de la Terre et est syndiqué au SGEN-CFDT. Ancien membre élu du Comité consultatif des universités et du Comité national du CNRS. Membre du Conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire (jusqu'ici présidé par Mme Simone Veil).

Françoise DEYDIER

(suppléante)

Née en 1948. Maître ès Sciences Naturelles. Mère de famille, 2 enfants. Membre de l'Union Fédérale des Consommateurs, de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, de la Société nationale de protection de la nature et des Amis de la Terre.

Comité de soutien (première liste)

André Prévert (ingénieur horticole des communautés européennes, ancien chef de service des parcs et jardins de la ville d'Antony, candidat écologiste aux dernières élections cantonales, membre du mouvement d'écologie politique). Yvonne Choquet-Bruhat (de l'Académie des sciences). Gustave Choquet (de l'Académie des sciences). Gaston Raoult (professeur d'université). A. Chantret (ingénieur en économies d'énergie et en énergie solaire). P. Conil (P. et T.). Cécile Debats (mère de famille). Claude Deydier (directeur des sports de la ville d'Antony)... et (naturellement !) Brice Lalonde.